

AI Index: PRE 01/178/2010
07 June 2010

Mexique. Un convoi humanitaire doit pouvoir atteindre en toute sécurité des communautés indigènes assiégées

Les autorités gouvernementales et les groupes armés illégaux doivent garantir un passage sécurisé au second convoi qui tente d'atteindre des communautés indigènes victimes d'un blocus dans l'État d'Oaxaca, dans le sud du Mexique, a déclaré Amnesty International le 7 juin 2010.

Deux personnes appartenant à un convoi précédent ont été tuées le 27 avril, alors qu'elles tentaient de se rendre dans cette région.

Ce second groupe achemine une aide humanitaire destinée aux 700 personnes qui subissent un siège presque total à San Juan Copala, où des groupes armés illégaux les ont piégées en limitant les ressources en eau, en nourriture et en électricité tout en tuant tous ceux qui tentent de briser le siège.

« Toutes les parties doivent respecter les droits humains et prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que cette fois-ci le convoi puisse avancer sereinement, sans craindre d'être attaqué », a déclaré Kerrie Howard, directrice adjointe du programme Amériques au sein d'Amnesty International.

Jusqu'ici, les autorités de l'État d'Oaxaca ont refusé de s'engager à garantir la sécurité du convoi humanitaire malgré le besoin urgent des habitants d'avoir accès au monde extérieur et aux services les plus élémentaires.

« Le gouvernement fédéral et celui de l'État d'Oaxaca doivent montrer leur engagement durable en faveur du respect, de la protection et de l'accomplissement des droits de tous les habitants de San Juan Copala. Il est essentiel de veiller à ce que le convoi humanitaire puisse rejoindre la communauté en toute sécurité », a déclaré Kerry Howard.

Lors d'une première tentative pour atteindre la communauté, en avril, un convoi est tombé dans une embuscade, tendue près de San Juan Copala par 30 hommes armés, au cours de laquelle la défenseure des droits humains Beatriz Alberta Cariño et l'observateur international finlandais Jyri Antero Jaakkola ont été tués.

Ubisort, un groupe armé illégal qui aurait des liens avec le parti au pouvoir dans l'État d'Oaxaca, terrorise San Juan Copala depuis que la communauté s'est autoproclamée municipalité autonome, en 2007.

Malgré les appels répétés demandant aux autorités locales et à celles de l'État d'Oaxaca de prendre des mesures, le siège se poursuit et aucun membre appartenant à un groupe armé illégal, y compris à Ubisort, n'a été traduit en justice pour les attaques et les meurtres perpétrés récemment.